

**ARRETE**

**Règlementant la circulation  
Chemin d'accès à l'aire de Valleiry**

---

**Le Maire de la Commune de Valleiry,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et suivants ainsi que les articles L2213-1 à L2213-6,

VU le Code de la Route et notamment son livre IV,

VU la loi N° 82-213 en date du 2 mars 1982, relative aux droits et obligations des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié,

VU l'arrêté interministériel en date du 06 novembre 1992 modifié approuvant « l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire »,

VU l'arrêté du Président du Département de la Haute-Savoie n° 20-01387 du 5 mai 2020 approuvant le règlement de voirie du réseau routier départemental de la Haute-Savoie,

VU la demande présentée par l'entreprise NGE ENERGIES SOLUTIONS basée à ANNECY (74370) en date du 18/02/2026, sollicitant l'autorisation d'occuper temporairement le Domaine Public communal afin de réaliser le raccordement de l'antenne,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'avertir, de guider et d'assurer la sécurité des usagers et des agents sur la chaussée ou à proximité, il y a lieu de réglementer la circulation lors de ces travaux de raccordement d'une antenne,

**CONSIDERANT** qu'à cette occasion, il convient de réglementer la circulation, sur la route d'accès à l'aire de Valleiry, sur le territoire de la commune de VALLEIRY,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Du lundi 30 mars 2026 au vendredi 24 avril 2026 inclus (sauf jours hors chantier) la circulation des véhicules et des piétons sera réglementée sur le chemin d'accès à l'aire de Valleiry.

**ARTICLE 2** : Les restrictions suivantes seront instituées au niveau de la zone des travaux :

- La circulation sera alternée manuellement ou par feux tricolores
- Interdiction de stationner
- Interdiction de dépasser

**ARTICLE 3** : Une signalisation temporaire, conforme aux dispositions du Code de la Route et à l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 précité, sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise, afin d'assurer le bon déroulement du chantier.

**ARTICLE 4** : Les perturbations de circulation ne doivent pas compromettre le passage et la sécurité des véhicules de secours et des piétons.

**ARTICLE 5** : Tout manquement à l'une des dispositions du présent arrêté se traduira par l'arrêt immédiat des travaux pour des raisons de sécurité.

**ARTICLE 6 : Voies de recours** : « Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans le même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de la demande) ».

**ARTICLE 7** : Copie du présent arrêté sera transmis à :

- Le Conseil Départemental de SAINT-JULIEN,
- Le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Valleiry,
- La police inter communale,
- Le SDIS à MEYTHET,
- La Communauté de Communes du Genevois,
- Les services techniques de la commune,
- NGE ENERGIES SOLUTIONS,

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Valleiry, le **27 MARS 2026**

**Le Maire,**  
Alban MAGNIN



**Le Maire certifie sous sa responsabilité  
Le caractère exécutoire de cet acte le .2.7./MARS.2026  
Après publication ou notification le .2.7./MARS.2026**